

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 177

ARRÊTÉ PERMANENT

Limitation de la vitesse à 30 Km/h EN CENTRE-VILLE

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et suivants, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la route et notamment ses articles R 110-2, R 411-4 et R 411-25 et R 413-14 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5,

VU l'arrêté Ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes modifié et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977,

VU l'avis de l'autorité gestionnaire de la voirie concernée ;

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

Considérant que la réduction de la vitesse à 30 km/h sur une portion de voie, représente une sécurité à proximité des commerces.

ARRÊTONS

Article 1 : L'arrêté N° 13 ARR PM 20 en date du 17 juillet 2013, relatif à la limitation de vitesse en secteur « centre-ville » est abrogé et remplacé par ce dernier.

Article 2 : La vitesse de tout véhicule circulant sur les avenues Gabriel Péri, Première DFL, Jean Moulin, Général Brosset, rue Lantrua, est limitée à 30 kilomètre par heure (30Km/h)

Article 3 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la route, les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation d'entrée et de sortie de la zone prévue par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 précité.

Article 4 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 7 : Les Services Techniques seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché dans les locaux de la Police Municipale.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>